

**2026/040****Nomenclature: 5.8.2****DÉCISION DU MAIRE**

OBJET : action en justice. Instance n°26000168-3: FREE MOBILE/ Commune de TARNOS

Le Maire de TARNOS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22,

Vu la délibération en date du 02 avril 2024 par laquelle le Conseil Municipal l'a notamment chargé par délégation d'intenter au nom de la Commune toutes les actions en justice en demande, constituer la Commune partie civile, ou défendre la Commune dans toutes les actions intentées contre elle, dans tous les cas, devant toutes les juridictions, et à toutes les étapes de la procédure

Considérant la requête déposée par la société FREE MOBILE devant le Tribunal Administratif de PAU par lequel elle demande au juge d'annuler la décision du 24 novembre 2025 portant sursis à statuer sur la déclaration préalable relative à l'implantation d'une station relais de téléphonie sur un terrain sis lieu-dit "la planche" à Tarnos.

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Commune dans cette affaire,

DECIDE

Article 1^{er} : Il est décidé d'ester en justice pour défendre les intérêts de la Commune dans l'affaire : Société FREE MOBILE/ Commune de TARNOS, Tribunal Administratif de Pau, instance n°2600168-3

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois suivant son affichage ou sa notification et sa transmission au représentant de l'État dans le Département. Le tribunal administratif de Pau peut être saisi dans les deux mois par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Tarnos le 02 février 2026

Publié sur le site internet de la Commune le 02 Février 2026

Le Maire de Tarnos

Marc MABILLET

